



secretariat.federation@ufap.fr

PSYCHOLOGUES DE LA DGAP:

L'administration doit aller au-delà des déclarations d'intentions !

Pantin, le 15 juillet 2026

Le 7 juillet 2026, la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire (DGAP) a réuni l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le cadre d'un groupe de travail relatif à la mise en place d'une cartographie des psychologues de l'Administration Pénitentiaire.

Pour l'UFAP UNSa Justice, ce G.T représente un marqueur positif dans la prise en compte des enjeux liés à la reconnaissance de la filière des psychologues. Cette prise de conscience était devenue indispensable au regard des difficultés rencontrées depuis plusieurs années par les personnels. Pour autant, le temps des constats est désormais révolu : les psychologues attendent aujourd'hui des décisions fortes et un réel portage politique de l'Administration.

À cette occasion, **l'UFAP UNSa Justice a réaffirmé son profond attachement à la richesse de la sphère multi-catégorielle de l'administration pénitentiaire.** Les psychologues occupent une place incontournable dans l'accompagnement des personnels et la prise en charge des PPSMJ. Leur expertise est devenue indispensable au bon fonctionnement de nos services et doit être reconnue à sa juste valeur.

L'UFAP UNSa Justice a également rappelé que le corps des psychologues a souffert, durant de trop nombreuses années, d'un manque de vision stratégique et d'un véritable déficit de pilotage national. En l'absence d'une politique de ressources humaines ambitieuse, la gestion des effectifs s'est trop souvent faite au coup par coup, sans anticipation ni planification. Les recrutements ont répondu aux seules urgences du moment, sans stratégie de fidélisation ni projection à moyen ou long terme. Cette « gestion de circonstance » a conduit à une multiplication des vacances de postes, à une précarisation croissante des professionnels et, trop souvent, au départ de psychologues expérimentés, emportant avec eux des compétences précieuses.

Pour **l'UFAP UNSa Justice**, c'est donc **un état des lieux alarmant** qui a été présenté aux organisations syndicales. Si les **deux grandes spécialités** sont aujourd'hui bien identifiées : les psychologues cliniciens et les psychologues du travail, couvrant neuf fonctions différentes, les chiffres communiqués par la DGAP sont sans appel :

Avec 285 psychologues en exercice pour 460 emplois identifiés, le taux de couverture national plafonne à 62 %, laissant 175 postes vacants. Cette pénurie touche particulièrement les deux plus grosses filières que sont les psychologues en SPIP (seulement 51 % de couverture) et les psychologues PEP (soit 54 % de couverture).



À cette situation s'ajoute **une précarité des emplois devenue structurelle** : Sur les **285 psychologues en exercice, 113 sont contractuels, dont 79 en contrat à durée déterminée (28%)**. Un tel niveau de précarité inquiète particulièrement notre organisation syndicale !

Face à cette situation, **l'UFAP UNSa Justice a EXIGÉ de la DGAP, un travail approfondi de cartographie des effectifs par DISP afin de disposer d'une vision territoriale précise des effectifs et des besoins**. Pour **l'UFAP UNSa Justice**, cette cartographie devra constituer le socle d'un véritable organigramme de référence des psychologues !

À l'occasion du groupe de travail sur les fiches de poste des psychologues en SPIP, **l'UFAP UNSA JUSTICE** avait déjà défendu l'intérêt des personnels en délimitant et clarifiant leurs périmètres d'action tout en portant les spécificités de leur fonction et notamment leur autonomie. Elle continuera à porter la demande de garanties statutaires et indemnitaires supplémentaires, **à périmètre constant s'agissant de leurs missions**.

Pour **l'UFAP UNSa Justice**, il est désormais temps que l'Administration aille au-delà des déclarations d'intentions et s'engage :

- Dans **un plan de résorption des vacances de postes des psychologues**
- Une politique de lutte contre la précarité au travers **d'un plan d'intégration massive dans des emplois statutaires et sans perte financière**
- **La reconnaissance pleine et entière des missions des psychologues**, notamment par une revalorisation de leur statut et de leur régime indemnitaire
- **La reconnaissance effective du temps FIR**, indispensable au maintien des compétences, à la formation continue, à la recherche et à la qualité des prises en charge



Retrouvez [ici](https://www.ufap.fr/wp-content/uploads/2025/09/Motion-Psychologue-Validee-BN-062025.pdf) (lien : <https://www.ufap.fr/wp-content/uploads/2025/09/Motion-Psychologue-Validee-BN-062025.pdf>) l'ensemble des revendications de **l'UFAP UNSa Justice** pour les psychologues de la DGAP.

L'UFAP UNSa Justice restera pleinement mobilisé afin que ce groupe de travail marque enfin le début d'une véritable politique nationale de reconnaissance, d'attractivité et de développement du corps des psychologues de l'administration pénitentiaire.

Le Secrétaire Général, Alexandre CABY

